



A. Merkel



M. Renzi.



E. Macron.

DR

Allemagne, Italie...

# Un vent de révolte souffle sur l'Union européenne p. 2 et 3



DR

## Retraites

# « La génération dorée des retraités doit payer »

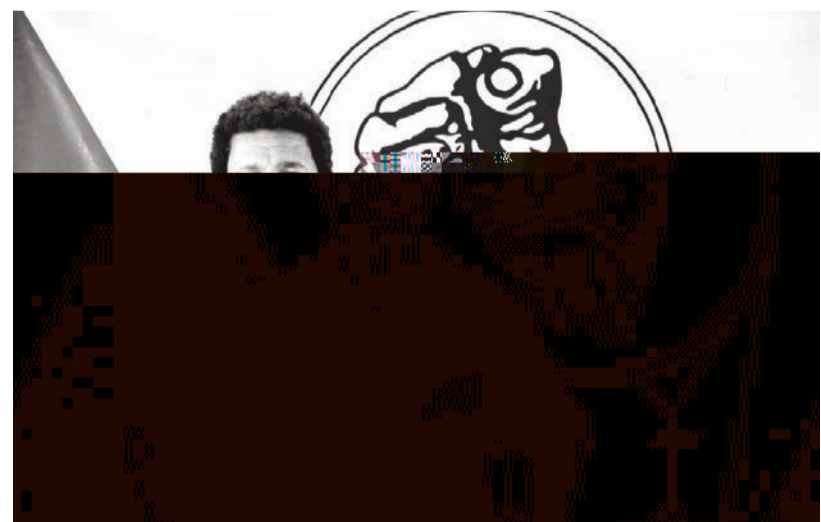
(député LREM, rapporteur de la commission des finances)

p. 4

## ÉTAT ESPAGNOL

Une délégation s'est rendue à la prison des détenus politiques catalans

p. 10



Correspondant

## GUADELOUPE

Solidarité avec Élie Domota

Conférence de presse à Paris, communiqué de l'UGTG

p. 10



## Tous les chemins mènent à Rome

Lucien Gauthier

Trump vient d'annoncer l'instauration de taxes sur les importations aux États-Unis, l'Union européenne dénonce cette décision et menace de taxer en représailles le bourbon, les Harley Davidson et les jeans Lewis. Trump rétorque qu'il taxera de 25% les automobiles européennes.

Ces annonces surgissent au moment où l'Union européenne est dans une profonde crise de dislocation. Le résultat des élections en Italie est un véritable « cataclysme pour l'Europe » comme le titre le quotidien *Le Monde*.

L'annonce de l'accord du SPD pour participer à la Grande Coalition masque mal la crise politique en Allemagne « Merkel, une chancelière aux pieds d'argile », selon *Le Figaro*.

L'Union européenne est en crise, mais tous les gouvernements européens sont en crise.

Crise en Espagne, crise en Grande-Bretagne qui n'en finit pas d'essayer de se sortir du problème du Brexit. « L'Europe est en révolution politique. Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir. A travers le continent, souffle un vent de révolte populaire puissant et persistant, qui, depuis le tremblement de terre du Brexit, s'emploie à chaque nouveau scrutin, à mettre les gouvernements traditionnels en déroute. »

(*Le Figaro*, 6 mars)  
Tous les gouvernements et les partis de droite et de gauche qui ont mis en œuvre toutes les politiques de contre-réformes sont rejetés par la masse des travailleurs et des peuples. Marc Lazar, spécialiste de l'Italie, explique « Matteo Renzi, lorsqu'il était président du Conseil de 2014 à 2016, a voulu réformer à la husarde en passant par-dessus les corps intermédiaires (syndicats, associations). Ses réformes ont parfois clivé, notamment celles du marché du travail et de l'école (...). Plus le leader est fort et il l'était en 2014, plus il s'expose, plus il est fragile surtout quand les problèmes surviennent. Ce fut le cas lorsque la réforme constitutionnelle a été repoussée par une majorité d'Italiens en décembre 2016.

La personnalisation de la politique présente des avantages, mais il y a un revers à la médaille. Le moindre échec se paie très cher. Une leçon à méditer et pas seulement en Italie » (*Le Figaro*, 2 mars). Et pas seulement en Italie...

## ITALIE

# « Un tremblement de terre dans l'Union européenne »

Marie Stagliano

« Un tremblement de terre politique », écrit le quotidien *Il Corriere della Sera* au lendemain des élections du dimanche 4 mars. « Un cataclysme électoral » pour *Le Monde*. Quels ont été les résultats du vote du 4 mars ? Ce qui s'est exprimé avant tout, c'est un rejet massif des partis ou héritiers des partis qui depuis des décennies ont gouverné le pays au compte des intérêts des patrons, des banquiers et des spéculateurs, effaçant année après année, droits et acquis des salariés. Le Parti Démocrate (PD), parti de l'actuel gouvernement, en place depuis 2013, recueille moins de 19 % des voix (contre 41% aux élections européennes de 2014), et 15 % pour Forza Italia, le parti de Berlusconi, au pouvoir à plusieurs reprises entre 1994 et 2011.

C'est un coup de tonnerre qui frappe toute l'Union européenne déjà engluée dans une crise profonde, l'Italie étant la troisième puissance de la zone Euro.

C'est le Mouvement cinq étoiles (M5S) qui arrive en tête avec 32% des suffrages. Cette formation « ni de droite, ni de gauche » a capitalisé, avec son slogan « balayer la vieille caste de politiciens », le profond rejet de ces partis en place depuis des décennies, en particulier le PD, qualifié de « nid de corrompus ». Dénonçant de manière démagogique les politiques d'austérité de l'Union européenne et l'euro, s'appuyant sur l'isolement de l'Italie face aux 600 000 migrants arrivés dans la péninsule ces dernières années, s'engageant à revoir la loi Fornero qui a repoussé l'âge de départ à la retraite à 67 ans ou le Jobs Act de Renzi (loi Travail à l'italienne). Il a ainsi réussi à gagner les suffrages de l'électorat déçu du PD, des jeunes dits de « la génération chômage » et des abstentionnistes, d'où une participation de 73%, supérieure à celle annoncée par les sondages, mais restée cependant de deux points inférieure aux élections de 2013.

Ce vote pour le M5S a un contenu politique. « J'ai voté par défaut » explique une enseignante, précaire comme des dizaines de milliers dans l'enseignement, «... Renzi avec son Jobs Act m'a dégoûtée, quant à Berlusconi, c'est juste impensable ». Ou cet autre électeur : « Que peut-on attendre de la politique ? Regardez le chômage chez les jeunes : 32 % et ça ne baisse pas ! ».

Pas étonnant alors que le score de cette formation ait atteint plus de 50% des voix en Campanie ou 48 % en Sicile, ces régions du Sud où le chômage est une plaie endémique, où ce taux chez les jeunes de moins de 25 ans dépasse de loin le taux national. Ces régions qui, année après année, se sont enfoncées dans la pauvreté, ont été pourvoyeuses d'une main d'œuvre sans droits, où les services publics, les hôpitaux, ont particulièrement subi le désengagement de l'État.

« J'ai voté par défaut, explique une enseignante, précaire comme des dizaines de milliers dans l'enseignement, ... Renzi avec son Jobs Act m'a dégoûtée, quant à Berlusconi, c'est juste impensable. »

Une politique menée depuis des décennies, quel qu'ait été le gouvernement, celui du PD de Renzi agissant dans la continuité de celui de Berlusconi, l'autre grand perdant du 4 mars, avec 15 % des voix. Un Berlusconi, dépassé par son alliée de la coalition de droite, la Ligue (ex Ligue du Nord) (17% des voix) proche du parti de Marine Le Pen. Un échec pour Berlusconi qui avant les élections, avait rencontré, le président de la Commission européenne pour affirmer qu'avec lui l'Italie tiendra ses engagements européens, se présentant comme le rempart contre les populismes et les partis anti-européens.

Il y a un peu plus d'un an, le 4 décembre 2016, les travailleurs, les jeunes, les retraités infligeaient une défaite cinglante au gouvernement Renzi. Le chef du gouvernement appelait de ses vœux une réforme modifiant la Constitution de 1945 née après la défaite du fascisme, prévoyant une réforme du Sénat, (qui dans la Constitution italienne a les mêmes pouvoirs que la Chambre des députés) et la suppression

des provinces, équivalant aux départements français. Un Renzi qui avait reçu à cette occasion, le soutien affiché de Jean-Claude Juncker, d'Angela Merkel et de Barack Obama. C'est par un vote écrasant de 60% de non, à l'appel de la CGIL, la principale confédération ouvrière italienne, que la réforme était rejetée et Renzi chassé du pouvoir. Renzi, l'homme à la carrière politique fulgurante, celui qui vantait « l'Italie qui gagne et repart », qui annonçait vouloir « mettre le turbo » aux réformes, au rythme d'une par mois, pour sortir le pays de l'immobilisme. Ainsi, le Jobs Act, puis la réforme de la fonction publique introduisant la possibilité de licencier les fonctionnaires, la « modernisation » de l'école publique ouvrant la voie à sa destruction. Ne lui manquait que la réforme constitutionnelle pour assurer la « stabilité politique » du pays... C'est sur le non massif du 4 décembre que le « bon élève » de l'Europe, va se casser les dents. Au lendemain du 4 mars, aucun parti ne peut prétendre à lui seul former un gouvernement (il faut 40% des suffrages pour pouvoir compter sur une majorité.)

Une situation d'incertitude politique qui ne fait qu'alimenter la grande inquiétude des institutions européennes. Ce qu'exprimait, à la veille des élections, le président de la Commission européenne, parlant du « pire scénario » auquel il fallait s'attendre en Italie, ce pire scénario étant « de ne pas avoir de gouvernement opérationnel en Italie » et mettant en garde contre une possible « réaction forte des marchés. »

Aussi, au lendemain du 4 mars, « les gagnants », se sont empressés de rassurer « marchés » et Union européenne. Luigi Di Maio, leader du M5S affirmant : « Nous nous sentons la responsabilité de donner un gouvernement au pays. Nous le disons avant tout aux investisseurs ».

Et Matteo Salvini, pour la Ligue s'adressant lui aussi aux milieux d'affaires : « ils n'ont rien à craindre » et à l'UE : « Nous sommes en Europe et nous voulons une Europe qui fasse peu de choses mais bien. »

Ce qui est sûr, c'est que quel que soit le gouvernement qui sortira après ces élections, quelles que soient les combinaisons et les tractations entre les différentes forces politiques, c'est un gouvernement d'une grande fragilité et instabilité, qui aura à charge de poursuivre une politique sanctionnée par l'immense majorité d'une population qu'il devra affronter. ■



Angela Merkel durant le congrès de la CDU, le 26 février 2018 à Berlin.

## ALLEMAGNE

## « Fin de l'incertitude ? »

Carla Boulboullé

Un grand soupir de soulagement. Mais personne ne chante victoire — nulle part. Voilà la première réaction des cercles dirigeants de l'économie et de la politique en Allemagne et dans toute l'Europe à la suite du oui majoritaire lors du référendum interne au SPD, un oui pour oser une nouvelle entrée dans la grande coalition. Mais aux congratulations encourageantes que le capital et l'Union européenne adressent à la direction du SPD — qui a été bien secouée — se mêle l'avertissement, adressé au SPD et à Merkel, de s'atteler de manière plus décidée à la tâche urgente de défendre et renouveler la compétitivité de l'économie allemande contre les coups que lui portera la crise qui se profile. Et d'endosser une plus grande responsabilité politique et financière dans le sauvetage de l'Union européenne et de l'euro, et dans la politique mondiale de guerre.

Mais, comme le dit le journal *Süddeutsche Zeitung* (5 mars), « voyant le sombre destin de leurs camarades européens, les sociaux-démocrates ont l'abîme juste devant leurs yeux ».

## « UNE PLUS GRANDE COHÉSION DU PARTI ? »

Lorsqu'après les débats qui ont duré des mois au sein du SPD entre les partisans du oui et ceux du non pour la grande coalition, le président en exercice du SPD, ministre des Finances ainsi que vice-chancelier désigné de la future grande coalition, Olaf Scholz, prit la parole dans la maison Willy-Brandt, le siège berlinois du SPD, il déclara qu'« une plus grande cohésion du parti » était le résultat le plus important de cette discussion. Sa propre tête d'enterrement et le silence glacial des centaines de sociaux-démocrates dans la salle l'ont démenti.

Le fort non des délégués lors du congrès extraordinaire du SPD en janvier a gravement ébranlé le vieil appareil dirigeant de la politique de l'Agenda de Schröder et a initié le processus de sa décomposition. Ces délégués ne représentaient la base militante que de manière partielle : un secteur du parti composé surtout de responsables, élus et députés dans les communes et au niveau des Länder, ou au niveau national. En tant que défaite politique importante pour la direction du SPD, ce non constituait aussi un affaiblissement substantiel de toutes les forces en faveur de la grande

coalition, avant même que celle-ci ne soit constituée.

L'actuelle décision majoritaire du parti ne peut revenir en arrière là-dessus. « On ne peut prétendre que le oui ait sorti le SPD de sa crise. Au contraire », écrit à ce sujet le journal suisse *Tages-Anzeiger*. C'est ce que tout le monde sait et ce qui pèse sur tout le monde, mais surtout sur la direction du SPD.

Lors de ces journées de soulèvement au sein du SPD, une déclaration a vu le jour en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, à l'initiative de responsables du parti, de responsables des Commissions ouvrières du SPD (AfA) et de représentants syndicaux, d'élus et de députés du SPD dans les communes et le Land, déclaration pour le non à la grande coalition. Elle a été contresignée par environ 2 000 membres du SPD, responsables et dirigeants.

## « On ne peut prétendre que le oui ait sorti le SPD de sa crise. Au contraire. »

Le journal suisse *Tages-Anzeiger*.

Ils s'élèvent contre le fait que le nouveau contrat de coalition n'apporte pas « une amélioration des droits des salarié(e)s », pas de « changement de système », mais qu'il est surtout marqué par le « signal du "continuons ainsi !" ». Ils craignent que, sous « le dogme du zéro déficit » et de « budgets en sous-financement », ils soient à nouveau contraints par la politique nationale de ruiner des hôpitaux et écoles, des communes et infrastructures sociales par la politique d'austérité destructrice. Ils savent que le « déficit d'investissements » de 126 milliards pour l'infrastructure sociale et les communes ne sera pas réduit, mais, sous le diktat de la règle d'or du zéro déficit, encore augmenté.

Ils ont subi en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, un bastion traditionnel du SPD et du mouvement ouvrier, une défaite électorale catastrophique en mai 2017 comme résultat de cette politique, qui préfigurait la défaite lors des élections législatives en septembre. C'est pourquoi, face au « continuons ainsi » par une réédition de la grande coalition, ils se sont élevés et ont décidé de combattre pour le non.

Ces secteurs du parti font certainement partie des 34 % de ceux qui ont dit non de manière décidée lors du vote interne. Un

deuxième tiers du parti a, serrant les poings dans les poches, réprimant un non, finalement voté du bout des lèvres pour le oui. Un « oui du bout des lèvres », avec un manque total de perspective politique positive et en redoutant le chaos, invoqué par la direction du parti dans le cas d'une majorité de non, ainsi qu'une catastrophe supplémentaire lors de nouvelles élections. Une profonde fissure traverse le SPD. Ces deux tiers du parti se trouvent dans une défiance et un refus infranchissable face aux forces dirigeantes du parti. Et ils se voient tous les jours obligés à résister encore contre la politique d'un « nouvel Agenda » renforcé qui s'annonce.

La direction du SPD le sait aussi bien que Merkel et la direction de la CDU-CSU : la mise en place de la nouvelle grande coalition ne garantit nullement un gouvernement stable. La continuité de la politique et du rôle dirigeant de la République fédérale pour l'Allemagne en Europe incarnée par la chancelière Merkel, un rôle qui s'appuie de manière décisive sur le SPD et sa relation à la direction du syndicat DGB, n'est plus qu'un vœu pieux. La crise du SPD devient le talon d'Achille du nouveau gouvernement de grande coalition.

Poussé par les exigences de crise du capital à une nouvelle offensive de l'Agenda contre les conquêtes fondamentales de l'État social, le gouvernement provoquera les plus grands combats de résistance qui se renforceront mutuellement avec la résistance au sein du SPD et des syndicats.

Non, pas de « fin de l'incertitude » : dès la formation laborieuse du troisième gouvernement de grande coalition, la République fédérale est entrée dans une nouvelle phase de déstabilisation sociale et politique. Et cela dans le cadre de turbulences sociales et politiques accrues en Europe et au niveau mondial. ■

Le journal *Neue Zürcher Zeitung* commente le vote des membres du SPD

« Évidemment, les appareils politiques à Bruxelles et à Berlin tout comme la chancelière peuvent se réjouir, les bourses ainsi que tous les sociaux-démocrates qui feront carrière dans la foulée de leurs six futurs ministres (...). Le mariage du gouvernement est peut-être sauvé. Mais à la longue, cette alliance pourrait s'avérer fatale pour le SPD. »

## ÉDITORIAL



## N'accepter aucun recul

Par Jean-Charles Marquiset, membre du bureau national du POI

Chaque jour qui passe, le gouvernement Macron-Philippe annonce de nouvelles contre-réformes. A ceux qui en doutaient encore, ce président est bien celui des riches, des patrons, aux ordres du capital financier. Il s'attaque à toutes les garanties collectives des travailleurs du privé, du public, aux droits des jeunes, des retraités et de toute la population laborieuse. Il va un cran plus loin que tous ses prédécesseurs.

Il veut aller vite car il sait que la colère monte, que le système qu'il défend est en faillite, qu'il n'a aucune assise politique et que sa place, il la doit à la décrépitude des partis traditionnels qui devaient soi-disant représenter la classe ouvrière et qui n'ont eu de cesse de la trahir. N'accepter aucun recul pour ces jeunes lycéens et étudiants qui refusent la liquidation du bac et la sélection à l'université. N'accepter aucun recul pour ces travailleurs du privé qui veulent préserver encore et toujours le Code du travail, les conventions collectives, la retraite par répartition. N'accepter aucun recul pour ces fonctionnaires d'État, territoriaux, hospitaliers, qui veulent défendre leur statut, leur Code des pensions civiles et militaires, la CNRACL. N'accepter aucun recul dans les secteurs publics et nationalisés, préserver le statut des cheminots et leur régime spécial de retraite, en finir dans tous ces secteurs publics avec le principe de concurrence si cher à Bruxelles et si cher à Macron et son gouvernement. N'accepter aucun recul pour ces retraités contre qui, après l'augmentation de la CSG, de nouvelles attaques se précisent. N'accepter aucune remise en cause de la Sécurité sociale, des moyens pour les hôpitaux, pour l'Éducation nationale... N'accepter aucun cadeau aux patrons et actionnaires. N'accepter aucun recul pour les paysans et préserver les communes que le gouvernement veut détruire.

Les travailleurs du public et du privé, les retraités, les jeunes sont fondés à agir comme ils le font chaque jour, comme ils le feront le 22 mars de façon unie, face à la politique réactionnaire de ce gouvernement.

Les travailleurs du public et du privé, les retraités, les jeunes sont fondés à exiger de leurs organisations syndicales qu'elles n'acceptent aucun recul et qu'elles s'engagent pour aider, construire la mobilisation pour bloquer la politique de ce gouvernement.

Au moment où la lutte de classes reprend tous ses droits, où se profile la résistance mais aussi l'objectif de reconquête, notamment celles de 1936 et de 1945, le Comité national de résistance et de reconquête, qui se réunit à Paris le 24 mars, sera un élément du combat politique de classe et indépendant.

Mais une autre question est posée. Dans cette situation inédite, comment ouvrir une perspective politique aux seuls intérêts des travailleurs du public et du privé, des retraités, des jeunes et de la population laborieuse ? Ouvrir une perspective de construction d'un authentique parti ouvrier aux seuls intérêts de notre classe, un parti qui n'accepte aucun recul pour la défense et l'avenir de la classe ouvrière.